



DOSSIER DE PRESSE

Signature du contrat de filière Mode & Luxe

8 janvier 2019



Sommaire

Editorial de Guillaume de Seynes	3
Chiffres clés du secteur	5
Le comité stratégique de Filière Mode & Luxe	6
Contexte	6
La filière Mode & Luxe	6
Les enjeux de la filière Mode & Luxe	6
Les actions structurantes du contrat de filière Mode & Luxe	8
Action 1 : Formations techniques et promotion des métiers de la filière : adapter la formation pour répondre à des besoins croissants et très qualitatifs	9
Action 2 : Transformer l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche en vue d'acquérir le leadership mondial correspondant à la notoriété de la place de Paris	10
Action 3 : Améliorer la compétitivité des PME sous-traitantes et les accompagner dans leur transformation vers l'industrie du futur	10
Action 4 : Accompagner et financer les entreprises de mode émergentes	11
Action 5 : Elaborer un dispositif de traçabilité pertinent pour la filière « Mode et luxe » française	13
Action 6 : Impulser une dynamique vertueuse d'économie circulaire à travers la mise en place de deux démonstrateurs de recyclage textile	14

Editorial de Guillaume de Seynes

Permettre à la filière Mode et Luxe française de maintenir sa prééminence et lui donner les moyens de sa croissance



La France est le premier acteur mondial dans le secteur de la mode et du luxe. Atout majeur de l'économie française, le secteur pèse aujourd'hui plus de 154 Md € de CA et plus de 600.000 emplois. C'est le 1^{er} secteur exportateur du pays.

Inscrits dans l'ADN culturel et économique de la France, la Haute Couture, la création, la mode et le luxe représentent un patrimoine exceptionnel et spécifique qui nous distingue dans la mondialisation. Il est donc capital de protéger cet écosystème, de le valoriser et de le transmettre pour ne pas perdre le contrôle de ce qui fait notre identité et notre force, tout en alliant innovation et savoir-faire traditionnels.

De là l'importance de l'excellence de la formation initiale et continue, mais aussi de la transmission des savoir-faire ou de l'acquisition de nouvelles compétences.

En France, les TPE et les PME irriguent l'écosystème de la mode et du luxe. La filière a donc un rôle crucial à jouer pour soutenir et accompagner ces entreprises hétérogènes essentielles, dispersées sur le territoire. Face aux révolutions numérique et technologique, les grands groupes, qui sont déjà très engagés dans cette transition, doivent sensibiliser et protéger leurs sous-traitants pour sécuriser la production dans un contexte de croissance.

Plus que jamais, le triptyque coût / qualité / délai se retrouve, avec la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, au cœur des enjeux de la compétitivité dans un monde où le rapport au temps et à la distance est aboli.

L'enjeu de ce Comité stratégique est de permettre à la filière de maintenir sa prééminence, en se donnant les moyens d'accompagner sa croissance.

Le contrat s'articule autour de plusieurs projets décisifs pour la compétitivité de la filière autour de 4 thématiques majeures :

1/ Formation / emploi / compétence : Développer un écosystème de formation adapté pour répondre aux besoins de recrutement de la filière et revitaliser les métiers techniques de la mode et du luxe. Créer un pôle d'excellence d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation, se situant au plus haut niveau mondial

2/ Capacité industrielle de production / sous-traitance :

Accompagner le changement, notamment technologique, de l'outil de production

3/ Ecosystème entrepreneurial et accompagnement des jeunes marques :

Accompagner la croissance des jeunes marques de mode

4/ Développement durable et éthique : Mettre en place un dispositif de traçabilité et enclencher une dynamique nationale de recyclage textile avec la mise en place de deux démonstrateurs

En accompagnant les entreprises de la filière mode et luxe, il s'agit de faire éclore et de diffuser de nouvelles compétences, d'améliorer la compétitivité du secteur et, à travers son rayonnement international, celui de la France.

Guillaume de SEYNES

Chiffres clés du secteur

(Source : IFM/Quadrat - résultats 2018)

617 000 emplois directs

154 Md€ Chiffre d'affaires

37,5 Md€ Valeur ajoutée (**1,7%** du **PIB**)

**9 entreprises du luxe figurent dans le palmarès
des 100 premières entreprises exportatrices
françaises**

1^{er} acteur mondial de la mode et du luxe

1/4 des ventes mondiales

réalisées par les entreprises françaises du luxe

35,7 Md€ de Chiffre d'affaires à l'export

80% Taux moyen export

Le comité stratégique de Filière Mode & Luxe

Contexte

Le secteur de la mode et du luxe (textile, mode et habillement, travail du cuir, horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, parfums et cosmétique), porteur de l'excellence de la France dans le monde, est un secteur majeur pour notre économie nationale. Le secteur génère directement plus de 600 000 emplois, et près d'un million d'emplois en tenant compte des effets indirects sur les transports, la logistique, l'informatique, l'immobilier, et des effets induits via la distribution de revenus.

Les entreprises françaises exportent toujours plus (35,7 Md€), tirant profit de la mondialisation et de l'enrichissement de nouveaux pays, notamment en Asie. Le marché mondial du luxe devrait continuer à croître de 4 à 5% par an pour atteindre 280 à 290 Md€ d'ici à 2020

La place de Paris, dont la notoriété est incontestée, est pourtant en compétition permanente avec Londres, Milan ou New York.

La filière Mode & Luxe

Caractérisée par une grande diversité d'acteurs et de métiers répartis sur le territoire, la filière est composée de grands groupes (LVMH, KERING, HERMES,...), de marques de créateurs et de prêt-à-porter, d'artistes, et d'entreprises de fabrication/confection travaillant pour leur compte propre ou en sous-traitance pour les marques, dont une grande majorité sont des PME voire des TPE, réunies parfois au sein de petits groupes familiaux.

Pour la fabrication, les grandes « maisons » du secteur s'appuient en effet sur un réseau de PME détentrices dans tous les métiers de la filière, de savoir-faire d'exception, d'une grande technicité, parfois rares, et ancrés dans les territoires. Entreprises de main d'œuvre, dont l'existence est indispensable pour répondre aux attentes de qualité et réactivité de la production de marque, elles sont pourtant exposées à une vive concurrence internationale ainsi que pour certaines à une insuffisance de leurs capacités de production.

Les enjeux de la filière Mode & Luxe

Fortes d'un marché mondial, dont la croissance se poursuit, et de la notoriété de la place de Paris, les grandes marques de luxe françaises confirment leur hégémonie. En regard, les PME de l'industrie du luxe, moins visibles, en prise directe avec une vive concurrence internationale, doivent maintenir leurs capacités de production,

préserver leurs savoir-faire, évoluer vers de nouveaux modèles de compétitivité et permettre ainsi à Paris, capitale de la mode, de conserver son pouvoir d'attraction.

La filière mode et luxe est confrontée à de nouvelles problématiques : transformation des comportements des consommateurs, importance de l'expérience client, émergence de façons inédites de produire et de vendre nécessitant l'adaptation des compétences et des métiers, politique d'excellence en recherche et développement, déploiement de technologies innovantes, besoins importants en financement, transmission des outils de production, attention particulière à porter aux ressources et à l'environnement, ainsi qu'à l'humain et au sens.

Les actions structurantes du contrat de filière Mode & Luxe



Action 1 : Formations techniques et promotion des métiers de la filière : adapter la formation pour répondre à des besoins croissants et très qualitatifs

Enjeux

La filière mode-luxe-matière compte près de 600 000 emplois. Les métiers techniques figurent tout particulièrement dans des branches textile (60.000 emplois), habillement (35.000) et maroquinerie (21.000). Dans ces secteurs, il faut pourvoir les postes suite aux départs en retraite et aux créations d'emploi, et l'on rencontre des difficultés à recruter. Au total, c'est à minima de l'ordre de 10.000 recrutements par an auxquels il faut procéder pour la filière, pour des environnements à caractère technique.

Or les métiers techniques liés à la mode souffrent souvent d'une image dévalorisée. En outre, nombre d'ateliers et manufactures sont installés dans des territoires ruraux, posant la question de leur attractivité.

A la difficulté de recruter s'ajoute la question des compétences, constat fait d'une rupture entre la technicité indispensable attendue sur les tâches de base et les connaissances des jeunes diplômés.

Objectifs

- 1- Lever les difficultés de recrutement pour permettre d'intégrer 10.000 salariés en production par an pour la filière pendant 5 ans
- 2- Développer et adapter l'offre de formations techniques pour l'acquisition et l'évolution des savoir-faire, notamment pour accompagner les 130.000 salariés à métier technique à l'intégration du numérique, de la robotique/cobotique, et aux changements dans l'organisation du travail associés à l'évolution des cycles et aux exigences simultanées de qualité et de réactivité/rapidité
- 3- Sauvegarder et transmettre les savoir-faire

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Développer des approches de formation innovantes

Engager des coopérations synergiques entre la filière et les ministères de l'Education nationale et du Travail, pour adapter les programmes d'enseignement et articuler formations initiale, professionnelle et continue

Augmenter le nombre d'apprentis de 20% par rapport au nombre actuellement dans la filière d'ici 2022

Engager une campagne de communication avec les fédérations professionnelles et les organismes de formation et assurer une cohérence nationale des actions de promotion en 2019 et 2020

Action 2 : Transformer l'écosystème de l'enseignement supérieur et de la recherche en vue d'acquérir le leadership mondial correspondant à la notoriété de la place de Paris

Enjeux

Caractérisé par un nombre important d'acteurs hétérogènes, le système français d'enseignement de la mode souffre d'éclatement et de déficit de lisibilité. L'absence de pôle d'excellence identifié, de structuration des parcours supérieurs ou d'enseignement et de recherche reflète par ailleurs une certaine méconnaissance de la réalité économique et des enjeux de la filière.

Afin de gagner en rayonnement et à terme de former un nombre suffisant d'encadrants indispensables non seulement à la création et au marketing, mais aussi à la supply chain et à l'innovation, il est important de lui offrir une taille critique et de le restructurer.

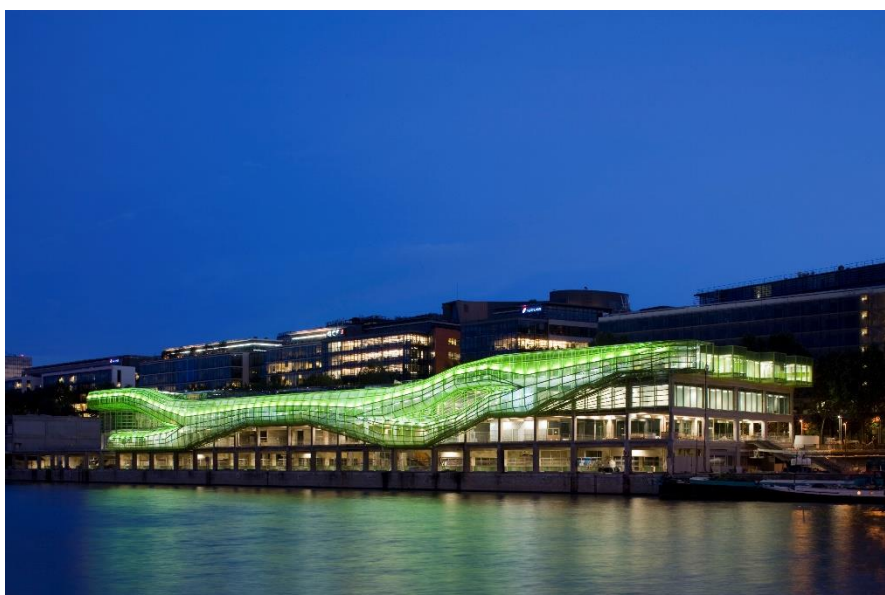
Objectifs

- Finaliser l'intégration de l'Ecole de la Chambre Syndicale au sein du nouvel Institut Français de la Mode (IFM) axé autour de la création, du management et du savoir-faire
- Développer la Conférence des Ecoles Supérieures de Mode (CESUM) et de ses activités
- Mettre en œuvre une politique de recherche, de recherche appliquée et de développement en lien avec l'industrie 4.0

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Rentrée 2020 : ouverture du nouvel IFM avec 800 étudiants et des formations allant du CAP au doctorat

Engagement de l'Etat et de la filière pour finaliser le financement de la nouvelle Ecole durant sa phase de montée en puissance (2019/2022)



Action 3 : Améliorer la compétitivité des PME sous-traitantes et les accompagner dans leur transformation vers l'industrie du futur

Enjeux

Dans un marché en croissance, en termes de capacité et de services, les sous-traitants ont, de façon urgente, besoin d'investir dans de nouveaux outils et processus de fabrication, de renforcer la polyvalence de leurs salariés, de travailler avec leurs donneurs d'ordres pour fluidifier la chaîne de fabrication, et de passer à l'usine du futur, tout en conservant l'excellence de leur savoir-faire.

La compétitivité et la création Made in France dépendront fortement de la capacité des industriels à se structurer rapidement afin de répondre à la demande en hausse et acquérir ainsi des parts de ce marché en plein bouleversement.

Objectifs

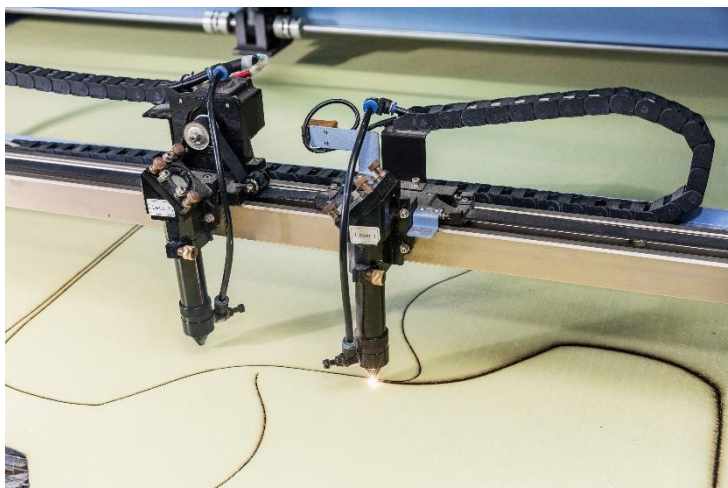
- Donner aux sous-traitants les moyens de conforter leur compétitivité dans un contexte de croissance et de transformation des marchés
- Accompagner le changement, notamment technologique, de l'outil de production
- Permettre de financer l'augmentation de l'activité des sous-traitants, conforter leur pérennité, garantir le financement des nouveaux investissements et l'augmentation du besoin en fonds de roulement

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Réaliser d'ici l'automne 2019 un diagnostic 360° auprès d'un panel représentatif d'une vingtaine de façonniers / sous-traitants, qui devra aborder des sujets tant stratégiques et managériaux que technologiques

Créer un accélérateur sectoriel (éventuellement opéré par Bpifrance) dédié à la filière mode et luxe pour les entreprises en croissance proposant un tronc commun à l'ensemble des acteurs de la filière et des programmes spécifiques dédiés, notamment au développement des marques émergentes et à l'accélération des entreprises de sous-traitance

Cofinancement par les entreprises bénéficiaires, les partenaires représentant la filière et Bpifrance



Action 4 : Accompagner et financer les entreprises de mode émergentes

Enjeux

Les temps de création et de rentabilité de l'industrie de la mode demandent des dispositifs de financement et d'accompagnement spécifiques. La plupart des dispositifs existants apparaissent peu adaptés aux besoins de la filière, rendant la question du financement des jeunes marques complexe à moyen terme.

Dans le même temps, nombre de financeurs constatent trop souvent des problèmes de structuration des jeunes entreprises et de fragilité de leurs modèles économiques. Si Bpifrance, l'IFCIC, les secteurs de la couture, de la chaussure et de l'habillement ont mis en place depuis quelques années des dispositifs de coaching 360° pour pallier ces faiblesses, un couplage plus étroit des dispositifs d'aides et des financements existants gagnerait en efficacité.

Objectifs

Faciliter le financement à moyen terme des entreprises émergentes en accompagnant leur développement et en confortant les activités de prêt.

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Conforter les moyens de l'IFCIC (Institut de financement du cinéma et des industries culturelles)

Créer une chaire IFM / LEM (Lille Economie Management) sur les nouveaux modèles économiques dans la mode en 2019

Créer un accélérateur sectoriel dédié à la filière mode et luxe pour les entreprises en croissance proposant un tronc commun à l'ensemble des acteurs de la filière et des programmes spécifiques dédiés, notamment au développement des marques émergentes et à l'accélération des entreprises de sous-traitance.



Action 5 : Elaborer un dispositif de traçabilité pertinent pour la filière « Mode et luxe » française

Enjeux

L'industrie de la mode et du luxe, parce qu'elle s'appuie sur des chaînes de valeur complexes et souvent fragmentées géographiquement, génère chez le consommateur une demande de transparence sur l'impact économique, social et environnemental des activités ayant permis de concevoir, produire, transporter et commercialiser des biens de consommation tels que des vêtements, des sacs à main ou des bijoux.

Cette demande de transparence à l'égard des fabricants, des donneurs d'ordre, des marques et des distributeurs s'affirme sur les réseaux sociaux avec des mouvements de grande ampleur.

Objectifs

- Disposer d'un état des lieux des meilleures technologies disponibles sur le marché adaptées aux caractéristiques de la filière « Mode et Luxe »
- Identifier les répertoires les plus adaptés au regard des enjeux liés à la production manufacturière de la sécurisation de la chaîne de valeur afin de donner des outils concrets aux PME pour répondre aux demandes de vérification de leurs donneurs d'ordre
- Développer une perception commune des enjeux de traçabilité dans la filière
- Disposer d'une solution technologique efficace et sécurisée permettant de garantir l'intégrité des données sensibles dans les relations entre acteurs d'une chaîne de valeur
- Mettre en place une communication positive en direction des consommateurs de mode et de luxe associant les valeurs de la créativité et des savoir-faire à celles de la nouvelle économie digitale.

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Lancer en 2019 un appel d'offres piloté notamment par les Centres Techniques Industriels afin de sélectionner un prestataire chargé d'élaborer un cahier des charges décrivant les besoins et proposant des solutions techniques appropriées

L'Etat s'engage à mettre à disposition les dispositifs de financements dans le cadre des procédures établies par le Programme des investissements d'avenir : appel à projets ATF (Accompagnement et Transformation des Filières) de plateformes numériques de filières industrielles.



Action 6 : Impulser une dynamique vertueuse d'économie circulaire à travers la mise en place de deux démonstrateurs de recyclage textile

Enjeux

L'un des enjeux majeurs de la filière consiste à améliorer la durabilité de ses activités en développant l'écoconception, et en optimisant les procédés, les débouchés et la création de valeur pour le recyclage des articles en fin de vie ou des produits invendus.

La filière est confrontée à la difficulté de trouver des circuits de recyclage valorisants, efficaces et durables. Par ailleurs, la plupart des entreprises, PME/TPE manufacturières ancrées le territoire, n'ont pas la taille critique ou les ressources internes pour mettre en place une politique structurée en la matière.

Objectifs

- Démontrer la faisabilité des solutions techniques/organisationnelles innovantes les plus prometteuses en matière d'économie circulaire (R&D) pour le recyclage des matières
- Permettre la confection de nouveaux vêtements par la reconstitution d'une fibre suffisamment longue pour autoriser le cardage et le retissage
- Réussir à recycler le polyester (60% des fibres employées, en particulier dans les vêtements textiles et techniques) pour être ensuite fondu et refilé en France

Points clés et principaux engagements de l'Etat et de la filière

Développer deux démonstrateurs testant :

- un procédé de recyclage mécanique en boucle fermée de fibres de coton issues de vêtements usagés d'ici juillet 2019
- un procédé chimique en boucle semi-ouverte intégrant à la fois des produits en fin de vie et des déchets de production en polyester d'ici 2022

L'Etat s'engage à mettre à disposition les dispositifs de financements dans le cadre des procédures établies pour les AAP ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie)



Crédits photographiques

Page 8 - ©Robert Przybysz - stock.adobe.com

Page 10 - © Crédit Jakob+MacFarlane – Photographie Nicolas Borel_1304

Page 11 - ©murmakova - stock.adobe.com

Page 12 - AdobeStock_98453816R

Page 13 - ©Rick Henzel - stock.adobe.com

